

ZONE EST



MULTIPLICATION DES MANIFESTATIONS ET RASSEMBLEMENTS

GILETS JAUNES. PATRIOTES. ANTIVAX. ANTI-PASSE ...

**RAPPELS ET DÉCALAGES INCESSANTS
PARFOIS AU MÉPRIS DES TEXTES**

**EPUISEMENT PHYSIQUE, LASSITUDE, CHARGES MENTALES ET
MISSIONNELLES DIFFICILES ET EN AUGMENTATION CONSTANTE**



ZONE EST
UNITÉ SGP
UPOLICE
FSMI-FO

STOP AU SUREMPLI DES EFFECTIFS

**UNITÉ SGP POLICE ZONE EST SAISIT MADAME LA PREFÈTE
DÉLÉGUÉE A LA DÉFENSE ET LA SÉCURITÉ DE LA ZONE EST**

« ... Nous sommes en droit de nous interroger sur la capacité de l'administration à assurer la santé et la sécurité des agents placés sous son autorité... »

www.unitesgppolice.com



UNITÉ SGP
UPOLICE
ZONE EST
FSMI-FO

On ne lâche rien !

ZONE EST - 10/01/2022



ZONE EST
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine
Bourgogne Franche-Comté

METZ, le 10 janvier 2022

Stéphane MORISSE
Secrétaire National Délégué à la Zone EST
Unité SGP Police FO

à

Madame Marie AUBERT
Préfète Déléguée
à la Zone de Défense et de Sécurité EST

N° courrier : 22/01

Madame la Préfète,

Lors de l'audience préfectorale que vous avez bien voulu nous accorder en novembre dernier, j'attirais votre attention sur les difficultés générées par la multiplication des manifestations et rassemblements de voie publique en insistant sur la nécessité de revoir le dispatching et l'emploi des forces mobiles pour permettre aux effectifs de police locaux de souffler.

Pour mémoire, le 17 novembre 2018, sur l'ensemble du territoire national des milliers de personnes endossaient un gilet jaune pour défiler dans les rues. Depuis, les manifestations se sont multipliées et chaque samedi est synonyme d'une mobilisation sans faille des forces de l'ordre.

L'année 2021 n'a pas dérogé à la règle bien au contraire, les effectifs de police étant employés tout au long de l'année sans discontinuer, la période estivale n'ayant permis aucune coupure ou allègement.

Ces dernières semaines ont été d'autant plus difficiles puisqu'il a été nécessaire d'assurer, en plus des missions de maintien de l'ordre, les services liés aux festivités de fin d'année.

Lors de notre rencontre de novembre dernier, j'avais insisté sur l'épuisement physique et la lassitude des effectifs de sécurité publique. Les charges mentales et missionnelles difficiles et sans cesse augmentées, associées à la multiplication des décalages et rappels font aujourd'hui, que sur de nombreux départements de notre zone, les femmes et les hommes qui forment les rangs de la sécurité publique ont atteint le point de rupture.

Les gilets jaunes ont en partie laissés la place aux « patriotes », aux « antivax » et aux « anti-passe sanitaire »

Les risques de débordements sont constants face à une frange de la population qui se radicalise et les derniers propos de notre président ne nous facilitent pas la tâche.

La Présidence Française de l'Union Européenne depuis ce 1^{er} janvier 2022 ne semble pas tendre vers un allègement, cette dernière ayant déjà obéré la possibilité à certains agents de prévisionner des congés.

Sur le plan opérationnel, nous sommes arrivés à un système où mes collègues doivent sans arrêt adapter leurs horaires à l'actualité.

Ce qui interroge c'est que bien des événements sont prévus à l'avance (foires, rencontres de football, festivités locales ou nationales...).

Par contre, au motif que l'on ignore bien souvent jusqu'à la dernière minute si des forces mobiles seront ou non employées, c'est la sécurité publique qui s'adapte.

De même, sur des missions de maintien de l'ordre, lorsqu'il existe un renfort de forces mobiles, ces dernières sont bien souvent placées en réserve alors même que cette mission constitue leur cœur de métier.

A cet ensemble, ajoutons les voyages officiels, les missions migratoires et j'en passe...

Aujourd'hui, la diversité et l'intensité des missions de la sécurité publique ont un véritable impact sur la sécurité à tous les niveaux que ce soit pour assurer celle de nos concitoyens ou la propre sécurité des agents.

Cela vaut autant pour les unités spécialisées bien souvent détournées des missions pour lesquelles elles ont été créées (BAC, SI, GSP...) que pour les unités de Police-Secours livrées à elles-mêmes.

Les centres départementaux de formation n'échappent pas non plus à cette règle, les FTSl étant très souvent mis à contribution en appui ou renforts. Cerise sur le gâteau, il leur est demandé en plus de pallier les carences en structure école au détriment de la formation continue obligatoire.

La région « Grand Est » est fortement impactée par cette problématique et des décisions doivent être prises pour améliorer la situation notamment à Nancy, Reims, Strasbourg, Metz, Charleville-Mézières, Epinal...

Cet impact est d'autant plus important dans les villes Préfecture qui ne constitue pas le siège de la direction départementale. En cela, je citerai Colmar, Préfecture du Haut-Rhin qui a tous les inconvénients d'une ville Préfecture sans avoir pour autant à disposition les ressources humaines de la DDSP 68 dont le siège est à Mulhouse. Aujourd'hui, l'apport d'une quinzaine d'effectifs à Colmar pour permettre la création d'une section d'intervention semble indispensable.

Devant ce constat, nous sommes en droit de s'interroger sur la capacité de l'administration à assurer la santé et la sécurité des agents placés sous son autorité.

En raison de la charge missionnelle hors normes, de la fatigue cumulée, des problématiques de gestion familiales et des conflits qu'elles peuvent générer, les collègues sont-ils toujours en capacité de faire preuve de discernement lors de leurs interventions ?

Dans un contexte sanitaire difficile qui n'épargne pas les forces de sécurité, il est aujourd'hui urgent de permettre aux effectifs de sécurité publique, couteau suisse de la police, de souffler.

Restant à votre disposition et certain de l'attention que vous porterez au présent, je vous prie de croire, Madame la Préfète, en l'assurance de mon profond respect.

Stéphane MORISSE



Stéphane MORISSE,
Secrétaire National Délégué à la Zone EST
UNITÉ SGP POLICE
SGAMI EST -Espace Riberpray
12 rue Belle-Isle - BP 51064
57036 METZ Cedex 01
☎ : 06 29 81 02 33
@ : snd.est@unitesgppolice.fr